

RECENSIONS



Julian Semenov

**À l'Ouest le vent tourne, préf. Vadim Kornilov,
trad. du russe Monique Slodzian**

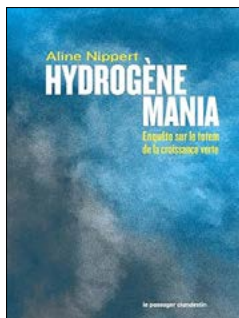
Paris, éd. du Canoë, 2024, 823 p.

On connaît les ressorts psychologiques et politiques des Services côté anglo-saxon lors de la guerre froide et ensuite rendus par les remarquables ouvrages de John le Carré si précis et exacts dans la restitution des ambiances et de l'état d'esprit de l'époque. Mais, côté russe ? Ou plutôt soviétique ? Julian Semenov apparaît alors comme une sorte de double, l'*alter ego* soviétique, de Cornwell dans un style évidemment différent, mais tout aussi attractif pour le lecteur. Julian Semenov (1931-1993) est écrivain, journaliste et scénariste, beaucoup de ses livres ont été adaptés à l'écran, considéré comme le pionnier du roman d'espionnage et proche de John le Carré. Son œuvre est prolifique, mêlant romans policier et politique. Correspondant à l'étranger pour plusieurs journaux russes dont la *Pravda*, il a sillonné de nombreux terrains de conflits, qu'il utilise dans ses romans, agrémentés de ce qu'il a trouvé dans les archives du Ministère de l'Intérieur et des services secrets de l'URSS. Loin du seul roman d'espionnage, nous avons droit à une magistrale leçon de géopolitique et à une élucidation de l'histoire contemporaine comme rarement. Les chapitres s'organisent selon une trame identique centrée sur l'activité d'un personnage différent autour duquel tout se rassemble ; des séquences de comptes-rendus d'interrogatoires entrecoupent ce narratif à la fois très concret et fondée sur l'étude psychologique des personnages. Ce qui impressionne au plus haut point le lecteur et l'historien, est la documentation impressionnante savamment et presque imperceptiblement distillée au fur et à mesure des événements. Les noms, les fonctions, l'évolution des faits historiques, tout est réel et pour partie même révélé ; la reconstitution du puzzle livré épars, restitue une somme de connaissances mais surtout une intelligibilité du monde, des rapports de force géopolitiques très impressionnante. Le prétexte à cette leçon réside dans la pérégrination d'un agent soviétique, Maxime Issaïev, alias Justas, alias Stierlitz, Standartenführer SS, espion soviétique sous l'Allemagne nazie durant la guerre, ayant pénétré depuis trop longtemps le plus au niveau des services de renseignement et de sécurité du troisième

Reich. Tout commence, avec ce tome, pour la grande histoire, avec le discours de Winston Churchill à Fulton le 5 mars 1946 qui symbolise l'entrée dans la guerre froide, et, pour celle de l'ombre, avec le recrutement du général Reinhard Gehlen, chef des services de renseignement de l'Est de la Wehrmacht sous le régime nazi, par les Américains, notamment Allen Dulles, pour renforcer les activités anticommunistes à l'Est et... à l'Ouest. Au lendemain de la guerre, devant l'impossibilité de revenir rapidement chez lui en Russie, l'agent Stierlitz sera l'un des spectateurs les plus au contact du travail d'approche du renseignement américain, Allen et John Foster Dulles à la manœuvre, dans l'utilisation, puis la réhabilitation de l'élite des anciens dignitaires allemands en Espagne, théâtre d'accueil d'une grande partie de la seconde partie du récit, puis en Amérique latine, notamment le réseau « Odessa », l'organisation d'anciens SS, sans oublier ceux ukrainiens, tel Bandera, ou croates oustachis. C'est que la période antinazie est passé de mode et l'anticommunisme la remplace justifiant l'utilité et la pertinence d'exploiter les compétences et l'expérience de ceux qui n'ont plus rien à perdre que donner satisfaction aux nouveaux maîtres qui n'ont condamné que les prévenus de Nuremberg pour mieux recycler les autres. Mais la reconstitution des réseaux des services allemands à nouveau rapidement opérationnels, officiellement au service de la nouvelle CIA d'Allen Dulles, remplaçant l'OSS du « gauchiste » William Donovan, selon Dulles, peut offrir un certain nombre de surprises tant « l'esprit allemand » s'est, chez eux, conservé à part, malgré la compatibilité et l'ostensible harmonie avec leurs mandants américains, à l'exception notable d'un officier traitant en Espagne qui n'accepte pas le changement d'orientation comme conséquence de la transformation de l'OSS en CIA. Un très grand nombre de thématiques politiques et géopolitiques de la période est abordé en arrière-plan, comme par exemple la question d'une transmission du savoir nucléaire à l'Argentine de Perón. L'analyse psychologique des personnages et notamment le premier d'entre eux, est d'une grande finesse, la restitution de l'ambiance oppressante des services dans un monde ignorant les drames personnels et les dangers collectifs tout à fait juste et la crédibilité du récit est fondée sur la connaissance précise des ressorts cachés des événements par l'auteur.

On doit aux éditions Canoé (Paris) ainsi qu'à Monique Slodzian, ce très beau travail de diffusion de l'œuvre de Semenov en France avec cinq ouvrages déjà parus, lesquels constituent un ensemble cohérent, mais que l'on peut tout à fait découvrir séparément : *La Taupe rouge* (2019), *Des diamants pour le prolétariat* (2020), *Opération Barbarossa* (2021) et *Ordre de survivre* (2022).

Renaud PONANT



Aline NIPPERT

Hydrogène mania :

Enquête sur le totem de la croissance verte

Lorient, éd. Le Passager clandestin, 2024, 315 p.

Journaliste scientifique, experte des enjeux de décarbonation et des stratégies de l'industrie, l'auteure suit les évolutions du secteur de l'énergie pour la presse spécialisée et grand public. C'est à un vif plaidoyer contre ce qu'elle appelle les magnats de l'hydrogène qu'elle se livre. Selon elle, ils ont façonné l'« hydrogène mania », selon laquelle le gaz hydrogène pourrait *se substituer* aux énergies fossiles, et nous dispenserait de changer nos styles de vie. La molécule H_2 peut en effet être utilisée en tant que combustible n'émettant pas de CO_2 lorsqu'il est brûlé ! Ainsi, de l'industrie lourde aux secteurs de la mobilité routière et de l'aviation, en passant par le chauffage des bâtiments et même la production d'électricité, l'hydrogène offre, sur le papier, la possibilité de *décarboner* toutes sortes d'activités humaines polluantes ; c'est ce *potentiel* de décarbonation qui pousse les plus optimistes à crier au miracle.

Contrairement aux *énergies primaires* (hydrocarbures, vent, rayonnement solaire, biomasse, etc.), l'hydrogène ne s'extrait pas directement dans l'environnement. Il est fabriqué par le biais de procédés industriels, très émetteurs en CO_2 , qui se nourrissent de gaz fossile ou de charbon. Les partisans de l'économie d'hydrogène rétorquent qu'il existe d'autres méthodes de production, bien plus vertueuses pour le climat. La plus connue, et la plus défendue, étant l'*électrolyse de l'eau*¹ alimentée par de l'électricité renouvelable.

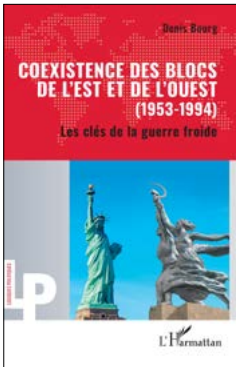
Au-delà de cette approche critique, ce livre – qui relève de la croisade – met en relief les problèmes qui se posent pour toutes les énergies nouvelles et renouvelables. Aucune à elle seule ne représente la panacée. En vérité ce n'est pas d'une source d'énergie dont nous avons besoin, mais d'un mix les combinant toutes selon les lieux et les heures, du nucléaire, au solaire, de l'éolien à la géothermie, de l' H_2 à la fusion nucléaire.

Eugène BERG

1. Procédé électrolytique qui décompose l'eau en dioxygène et dihydrogène gazeux grâce à un courant électrique.



Denis BOURG (préface de Pauline Piettre)
Naissance et consolidation d'un monde bipolaire (1917-1954)
Tome 1 : Comprendre la guerre froide
 Paris, L'Harmattan, 2024, 245 p.



Denis BOURG
Coexistence des blocs de l'Est et de l'Ouest (1953-1994).
Les clés de la guerre froide
 Paris, L'Harmattan, 2024, 273 p.

Dans ces deux ouvrages documentés et charpentés, l'auteur se situe dans la lignée du grand historien de la Guerre froide que fut André Fontaine, qui avait commencé son récit de la Guerre froide à la Révolution bolchevique d'Octobre 1917 qui marqua la coupure idéologique du monde et ne prit fin qu'avec la chute de l'URSS, en décembre 1991. Une courte période d'une douzaine d'années, celle de l'hégémonie américaine, succéda à la bipolarité, d'abord rigide jusqu'à la mort de Joseph Staline en mars 1953, puis souple avec les manifestations d'indépendance de la Chine, de la France et de la Roumanie. Mais avec la montée des tensions internationales, qui sont allées croissantes à compter de la guerre en Géorgie (août 2008), puis la révolution Euromaïdan (nov. 2013-fév. 2014) suivie de l'annexion de la Crimée par la Russie (mars 2014) et le début de la guerre en Ukraine (février 2022), les analystes ont commencé à parler de « retour de la Guerre froide ». D'où l'intérêt des deux ouvrages de Denis Bourg, qui jette sur la période de longue durée un œil renouvelé.

En somme, il tente de répondre à la question que tout le monde se pose : pourquoi ne sommes-nous toujours pas sortis de la Guerre froide ? Et la mer, que nous avons cru devenir calme, s'est à nouveau déchaînée ! Plus d'un tiers de siècle après l'effondrement de l'URSS, qui en avait proclamé la fin officielle tout en inaugurant l'entrée dans le monde global, cette question n'a cessé de nous hanter. On la croyait disparue à jamais, et la voilà qui ressurgit après les événements ukrainiens de 2014 et, plus encore, du fait de la montée de l'antagonisme sino-américain qui s'est accéléré à la faveur de la pandémie planétaire de la Covid-19 – en réalité le SARS-Cov-2 pour en signaler les origines asiatiques. Que n'a-t-on répété à satiété le mot

de Marx, « *l'histoire se répète toujours, une première fois comme tragédie, une seconde fois comme comédie* ». Mais il ne s'agit guère de comédie, cette fois-ci, car après la fin de la Guerre froide, la première, la vraie, la réelle, on a cru, une nouvelle fois, que c'était la « *der des der* », et qu'elle ne réapparaîtrait plus, la guerre dite froide, puisque l'on était arrivé à la fin de l'histoire ! « *Ceux-là s'abusent, qui divisent l'histoire en deux parties, l'utile et le délectable, et, pour cela, y comprennent les louanges* », avait pourtant averti Lucien de Samosate (*Comment écrire l'histoire*, trad. Nicolas Perrot d'Ablancourt²). « *Aujourd'hui, tout vieillit dans quelques heures* », écrivait déjà Chateaubriand. Que dirait-il s'il revenait ! « *Une réputation se flétrit, un ouvrage passe en un moment.* »

Mais est-ce aujourd'hui une Guerre froide de la même nature que celle que nous avons connue de 1945 à 1991 ? Assurément non, car les événements ne se répètent jamais à l'identique. « *On ne se baigne jamais deux fois dans le même fleuve* », disait Héraclite, façon de dire qu'il n'y a pas de répétition qui ne révèle du temps. Or il s'en est passé du temps depuis l'éclatement de la Guerre froide en 1947. Et le temps de cet écart est crucial, nous indique Daniel Sibony : c'est à la fois une durée et un événement, une durée qui s'inscrit comme événement pouvant se déployer et produire d'autres effets. Or que ne l'avait-on bien enterrée à jamais, la Guerre froide. Parmi tant d'autres, Paul-Marie de la Gorce n'avait-il pas écrit : « *Mais rien ne permettait plus aux dirigeants occidentaux de croire, de faire croire ou de prétendre qu'elle (l'URSS) était l'ennemie qu'il fallait endiguer, si possible encercler, et le cas échéant réduire.* »³ Certes, plus de trente ans après, il ne s'agit plus d'encercler et encore moins de réduire la Russie, mais ne cherche-t-on pas à l'endiguer ou la punir d'une autre manière ? Depuis 2014 n'a-t-elle pas été l'objet de la part des États-Unis de plus de 46 régimes de sanctions ?!

La Guerre froide telle que la décrit l'auteur se distingue par maints traits fondamentaux de l'actuelle, si tant est que l'actuelle confrontation sino-américaine peut être qualifiée de Guerre froide. Sa première caractéristique fut l'absence totale de tout élément de coopération et de contact entre les deux camps. Il n'y avait que très peu d'échanges économiques entre les deux blocs, l'URSS ne participant qu'à hauteur de 3 % au commerce international. La part de la Chine s'élève actuellement à 13 %. Si le stock mondial des investissements américains dans le monde s'élève à 7807 milliards de \$ (soit 25 % du total mondial), dépassant encore celui de la Chine (1490 milliards de \$), l'écart a eu tendance à se réduire.

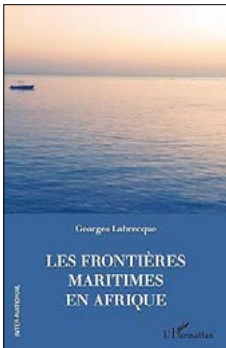
2. De Samosate Lucien, *Comment écrire l'histoire*, Paris, Les Belles Lettres, 2010, 160 p.

3. De La Gorce Paul-Marie, *Requiem pour les révolutions*, Paris, Flammarion, 1990, 245 p.

Aucun sommet n'eut lieu entre le président américain et le premier soviétique entre 1945 et 1954. Les communications entre les deux Grands furent réduites au minimum, notamment après le blocus de Berlin. Il n'existait aucun mécanisme de contrôle des conflits, et donc persistait constamment le danger d'une confrontation directe. Situation paradoxale, car au même moment apparaissait une notion nouvelle, celle de la cybernétique, diagnostiquant que la société du futur s'organiserait autour de la communication. Visiblement, la société future devait attendre. Ce n'est qu'après la crise des missiles de Cuba (octobre 1962) qu'un canal de communication directe sera établi entre la Maison-Blanche et le Kremlin. Durant la période aiguë de la Guerre froide – de 1947 à 1962 – aucune règle de jeu n'était respectée en dehors de l'engagement militaire direct. Le danger d'un affrontement lors des conflits périphériques était sans limites ; la course aux armements, sans bornes. Au lieu de se livrer à des efforts d'atténuation des conflits, les deux superpuissances s'adonnaient à des surenchères permanentes, à des menaces et à des actions préventives.

Apparemment il ne s'agit pas cette fois-ci d'un affrontement idéologique, encore que chacune des trois grandes puissances occupant la scène – États-Unis, Chine, et Russie – ont mis en avant la spécificité de leur modèle économique et social, l'originalité de leur expérience historique, leur propre système de valeurs, en particulier en matière de droits de l'homme. Mais « *En politique, il n'y a pas de convictions, que des circonstances* », disait Talleyrand. La nouvelle escalade dans les tensions entre les États-Unis et la Chine confirme-t-elle que nous vivons un *remake* affadi de la Guerre froide ? Aujourd'hui, les blocs ont disparu et de coexistence on parle de moins en moins : voilà pourquoi la lecture de ces deux volumes est riche d'enseignements pour la compréhension du monde actuel.

Eugène BERG



Georges LABRECQUE

Les frontières maritimes en Afrique

Paris, L'Harmattan, 2024, 310 p.

Si la question des frontières terrestres a été abondamment étudiée en Afrique, cela n'a pas été le cas des frontières maritimes, qui jouxtent pourtant quatre espaces maritimes d'importance mondiale dont le rôle géopolitique et économique n'a plus besoin d'être souligné. D'où l'intérêt de cet ouvrage très documenté, dont les notes, références et bibliographie couvrent cinquante pages.

Les frontières délimitées dans la mer semi-fermée qu'est la Méditerranée ne concernent, dans trois cas sur cinq, que le seul plateau continental. Relativement anciennes, quelques-unes d'entre elles sont interrégionales – notamment Tunisie/Italie, 1971 – et toutes ne visent que le seul plateau continental en deçà de 200 milles marins. Jusqu'à maintenant, la Tunisie et la Libye, en Méditerranée centrale, ont été les plus impliquées en matière de délimitation, tant entre côtes opposées qu'entre côtes adjacentes : la Tunisie avec l'Italie, la Libye et l'Algérie ; la Libye avec la Tunisie, Malte et la Turquie. Quant à l'Égypte, elle a délimité ses frontières avec Chypre et la Grèce. Toutes ces frontières ont été délimitées par accords bilatéraux, à l'exception des frontières Libye/Tunisie et Libye/Malte qui l'ont été par la C.I.J.

C'est en Atlantique que l'on trouve le plus grand nombre de frontières, tant les virtuelles que celles qui sont délimitées, ces dernières étant principalement au large des côtes de l'Afrique de l'Ouest et dans le golfe de Guinée. La plupart de ces frontières sont entre côtes adjacentes, mais elles sont opposées là où sont présentes des formations archipélagiques ou insulaires, notamment le Cap-Vert, São Tomé-et-Príncipe, les Canaries et Madère. La plupart des États côtiers étant baignés par de très larges espaces maritimes, leurs frontières maritimes sont ou seront prolongées au-delà de 200 milles marins lorsque la Commission des limites du plateau continental aura formulé ses recommandations à la suite des nombreuses soumissions, individuelles ou conjointes. Le Sénégal a délimité ses frontières maritimes avec trois États (Guinée-Bissau, Gambie et Cap-Vert) ; la Guinée équatoriale en a fait autant avec Sao Tomé et Príncipe, le Nigeria et le Gabon ; deux frontières ont été délimitées par São Tomé et Príncipe (avec la Guinée équatoriale et le Gabon) ; de même, le Cap-Vert a conclu deux accords (avec le Sénégal et la Mauritanie) ; deux délimitations du Nigeria (avec la Guinée équatoriale et le Cameroun) ; deux de la Mauritanie (avec le Maroc et le Cap-Vert) ; deux de la Gambie (avec le Sénégal) ; les États suivants n'ont délimité qu'une seule de leurs frontières : le Maroc (avec la Mauritanie) ; la Guinée (avec la Guinée-Bissau) ; le Ghana (avec la Côte d'Ivoire), l'Angola avec la Namibie).

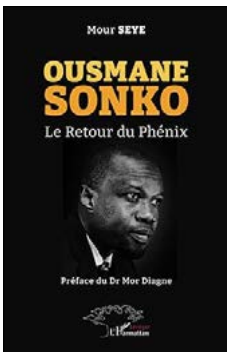
Dans l'océan Indien et compte tenu des nombreuses formations archipélagiques et insulaires dans le sud-ouest, y compris celles sous souveraineté territoriale étrangère – en l'occurrence la France –, ce sont les côtes opposées qui prédominent et commandent naturellement une ligne d'équidistance stricte. Les plateaux continentaux élargis sont nombreux et certains ont d'ailleurs fait l'objet de deux délimitations importantes établies par voie juridictionnelle – les affaires *Somalie c. Kenya* et *Maurice/Maldives*. Les frontières maritimes délimitées, relativement récentes, sont principalement celles des Seychelles, qui a déjà conclu quatre accords (avec la France,

la Tanzanie, Maurice et les Comores). La France aussi a été active en signant des traités avec trois États (les Seychelles, Maurice et Madagascar). La Tanzanie, outre son accord avec le Kenya, a délimité ses frontières avec le Mozambique et les Seychelles. De même, Maurice, outre sa délimitation avec les Maldives, s'est entendue avec la France et les Seychelles. Le Mozambique a conclu un accord avec la Tanzanie et les Comores. Quant à Madagascar, sa seule frontière délimitée est avec la France.

La mer Rouge, semi-fermée et verrouillée par deux points de passages stratégiques – le canal de Suez et celui du Bab el-Mandeb –, ne baigne que quelques États riverains et possède donc très peu de frontières maritimes : en effet, deux seulement, interrégionales, sont délimitées, la première au terme de deux sentences arbitrales qui décident d'abord de la souveraineté territoriale sur des formations insulaires disputées par l'Érythrée et le Yémen, la deuxième traçant la frontière entre les deux États selon une ligne médiane appropriée entre des côtes opposées. La seconde frontière a fait l'objet d'un accord conclu entre l'Égypte et l'Arabie saoudite. Mentionnons par ailleurs un accord entre le Soudan et l'Arabie saoudite portant sur l'instauration d'une zone d'exploitation conjointe.

Seules de meilleures relations diplomatiques, une solidarité éprouvée et d'importantes ressources marines permettront à l'Afrique de poursuivre sa délimitation maritime par voie d'accords bilatéraux ou par voie juridictionnelle, comme elle a su le montrer avec de plus en plus d'évidence au cours des dernières années. Des frontières terrestres et maritimes, librement consenties entre États, facilitent l'exercice de leurs droits souverains respectifs et de leurs juridictions exclusives, en plus de contribuer, en Afrique comme ailleurs, à maintenir ou à rétablir la paix, la stabilité et la sécurité régionales dans un monde en profonde mutation.

Eugène BERG



Mour SEYE

Ousmane Sonko. Le retour du Phénix

Paris, L'Harmattan, 2024, 328 p.

Écrivain, poète et professeur, Mour Seye dresse un portrait vif et élogieux de l'homme qui aurait dû être président du Sénégal aujourd'hui, et auquel il voue un véritable culte. En effet, à l'issue de la douzième élection présidentielle depuis l'indépendance du pays, le 24 mars 2024, c'est l'opposant Bassirou Diomaye Faye, des *Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité* (PASTEF) et libéré

de prison en compagnie de Sonko à neuf jours du scrutin, qui l'emporta dès le premier tour avec 54 % des voix.

Mais c'est, en fait, son mentor Ousmane Sonko, déclaré inéligible, qui aurait dû être porté à la présidence. Il avait fait son entrée sur la scène des protestataires « antisystème », persécutés par le système contre lequel ils se battent. Son arrestation pour « *trouble à l'ordre public* », alors qu'il se rendait au tribunal, a provoqué une vague de contestations d'une ampleur inattendue pour ce pays d'Afrique de l'Ouest réputé pour sa stabilité. L'« adversaire numéro un » de Macky Sall a connu une ascension fulgurante. Ancien collecteur d'impôts, il a créé son parti « PASTEF » en 2014. Trois ans plus tard, il était élu député avant de briguer la présidence en 2019 et de finir à la troisième place. Sa prestance en boubou traditionnel ou en costume occidental, son image d'homme intègre farouchement opposé à l'enrichissement d'une classe politique jugée pourrie lui ont valu l'enthousiasme de ses jeunes soutiens. Ousmane Sonko a adopté un langage anti-France, anti-franc CFA, anticorruption et anti-élite. Défenseur de la polygamie (il a deux femmes), il a aussi milité dans sa jeunesse au sein de l'*Association des élèves et étudiants musulmans du Sénégal* (AEEMS), un mouvement proche des Frères musulmans.

Le couple Diomaye-Sonko va-t-il perdurer comme Poutine-Medvedev en Russie ? On vivra un tandem exceptionnel si les deux hommes coopèrent pour l'intérêt des Sénégalais. Bassirou Diomaye Faye aura le soutien de tous les patriotes tant qu'il restera au service exclusif de la nation. Le Sénégal est un pays à construire sur tous les plans, et non à entretenir. Reste à voir si le nouveau président aura un excellent plan économique, social et culturel. Dakar hausse le ton vis-à-vis d'Israël. « *Il faut... travailler à une solution politique qui est son isolement* » a déclaré Ousmane Sonko, le 30 août, une écharpe aux couleurs palestiniennes autour du cou. Il a qualifié d'« *extermination* » les opérations israéliennes en cours et signalé l'« *iniqité* » subie par les Palestiniens depuis la création de l'État d'Israël en 1948. En attendant, les deux hommes ont décidé de dissoudre l'Assemblée nationale (12 septembre 2024) au sein de laquelle leurs partisans étaient très minoritaires.

Eugène BERG



Narcisse HOUNYO (préface d'Alioune Sall)
***L'effectivité du droit du marché commun
 de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine***
 Paris, L'Harmattan, 2024, 334 p.

On connaît encore trop peu l'histoire des divers regroupements commerciaux et monétaires qui se sont succédés en Afrique. Or, du fait de l'émiettement des États, de leur marché fort étroit, seules des unions économiques paraissent viables. L'auteur se penche avec minutie sur la région de l'Afrique de l'Ouest, de la Convention du 9 juin 1959 instituant l'*Union Douanière de l'Afrique de l'Ouest* (UDAO), après la dissolution de l'Afrique-Occidentale Française (AOF), au traité d'Abidjan du 17 mars 1973 créant la *Communauté Économique de l'Afrique de l'Ouest* (CEAO) – devenue depuis la *Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest* (CEDEAO). Espoirs et désespoirs ont rimé avec les tentatives de regroupement des États d'Afrique de l'Ouest francophone. Désespoirs en raison des contre-performances des différentes organisations qui se sont succédées, lesquelles contre-performances ont pour noms : prélèvements et taxes illicites, contingents, tracasseries sur les corridors routiers, difficultés de recouvrement des cotisations des États membres, etc.

Les espoirs ont été grands à la création, le 10 janvier 1994 à Dakar, de l'*Union Économique et Monétaire Ouest Africaine* (UEMOA). Calquée sur le modèle des Communautés européennes, l'UEMOA confère une place de choix au droit. Un cadre juridique et un dispositif institutionnel sont mis en place, avec pour effet de lever les différents obstacles susceptibles d'inhiber l'effectivité du traité, dont l'objectif principal est la création d'un marché commun ouvert et concurrentiel, à l'intérieur duquel circulent librement les personnes, les marchandises, les services et les capitaux, pour un développement solidaire des États membres. Trois décennies après sa création, les fruits semblent ne pas tenir leurs promesses. Si les violations aux règles du marché commun sont constatées et leurs auteurs clairement identifiés, il y a lieu de noter que les modes de règlement des différends négociés sont privilégiés au détriment des mécanismes de sanction juridictionnelle. Les organes de veille de l'application du droit du marché commun, à savoir la Commission et la Cour de justice, restent faibles face à la souveraineté des États membres.

Lorsqu'on analyse les vicissitudes jalonnant les expériences d'intégration économique régionale en Afrique de l'Ouest d'une part, et la contribution de ce processus

au progrès des États membres de l'Union européenne d'autre part, on déduit que les vertus de l'intégration économique régionale resteront des chimères pour les sociétés rétives à la contrainte du droit.

Eugène BERG



Christian LEQUESNE

Le diplomate et les français de l'étranger.

Comprendre les pratiques de l'État envers sa diaspora

Paris, Les Presses de Sciences Po, 2024, 164 p.

En science politique, l'étude de la diplomatie consulaire se révèle un parent pauvre des études de relations internationales. On s'intéresse certes à l'une des facettes de cette activité, à savoir la responsabilité qui incombe aux États de protéger leurs citoyens. Mais il est un autre aspect dont l'étude commence, celui de l'évolution du rapport entre les services consulaires et les diasporas sous l'effet d'une gouvernance néo-libérale qui tendrait à s'imposer dans la pratique des États contemporains. Cette tendance consiste à considérer les émigrés moins comme des « protégés » que comme des « clients », au service de la construction d'une influence nationale.

Dans cette optique, les services consulaires ne sont plus que la seule projection de l'État-providence à l'extérieur de ses frontières.

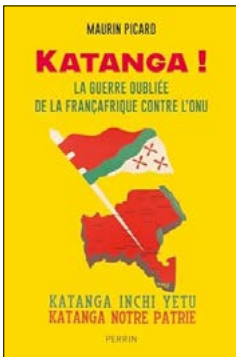
Il est une autre forme des activités consulaires qu'il convient de noter, c'est celle de l'extra-territorialité du vote et de la représentation politique, puisque les consulats sont autant de centres de vote pour les scrutins nationaux. L'auteur utilise volontiers le terme de diaspora pour qualifier les quelque 2,5 millions de Français résidant plus ou moins longuement à l'étranger, parmi lesquels 1,5 million sont immatriculés, l'obligation de s'inscrire auprès des consulats ayant été supprimée au début des années 1960. Bien des pays, principalement du Sud, engagent une démarche spécifique auprès de leur large diaspora établie à l'étranger. Tel est le cas du Mexique, de l'Inde ou des Philippines. L'Inde étend une action conséquente auprès de ses nationaux établis dans la *Silicon Valley* pour développer des coopérations bilatérales en matière d'investissement et de transfert de technologie.

Tel n'est pas le cas de la France, conclut Christian Lequesne au terme de sa vaste enquête, étalée sur deux à trois ans et menée auprès de plus de 200 agents consulaires, représentant des Français de l'étranger, chefs d'entreprises, enseignants, etc.

La conception régaliennne de l'État, rend, en France, la pratique de la diplomatie d'influence plus complexe. Beaucoup de Français de l'étranger qui rencontrent des réussites individuelles ne sont pas vraiment « utilisés » pour porter l'image de la France dans leur pays de résidence ou pour consolider une relation bilatérale. Si la culture des diplomates change, c'est à un rythme lent. On considère trop en France que l'instrumentalisation des plus riches et des plus connus représente une rupture d'égalité entre les citoyens. Cette approche reste peu développée en France, où l'idéologie de l'intérêt général, construite pour marquer la supériorité de l'État sur la société, se méfie de l'usage des intérêts particuliers.

On sait pourtant combien derrière cette façade la réalité est tout autre. Compte tenu du poids des traditions et des habitudes, des pesanteurs politiques et sociales, cet état d'esprit sera difficile à changer. Cela est toutefois nécessaire. Il y va de la place de la France en Europe et dans le monde, de la promotion de nos produits et talents. Ce livre, première enquête de science politique sur les pratiques du diplomate français dans ses relations avec les Français de l'étranger, ouvre bien des perspectives générales, qu'il conviendrait de nuancer selon les personnes, les moments et les lieux.

Eugène BERG



Maurin PICARD
Katanga! La guerre oubliée de la Françafrique contre l'ONU

Paris, Perrin, 2024, 400 p.

Au terme de six années de recherche dans cinq fonds documentaires, en France, en Belgique, et à New York, dans les archives de l'ONU, l'écrivain et journaliste, correspondant du *Figaro* et du *Soir* à New York, lève le voile sur l'une des pages les plus sombres de la Françafrique.

Au Congo ex-belge, devenu indépendant en juillet 1960 de façon précipitée, la situation était devenue inextricable : quatre gouvernements se partageaient le pays, Kasabuvu et Mobutu à Léopoldville, Tschombé au Katanga, soutenu par les Belges, Gigenza à Stanleyville, Albert Lalodji, chef des Balibas, se proclama empereur-roi dans le Sud- Kasai. C'est ici que réside le dessein français d'appuyer l'indépendance du Katanga, doigt planté dans la Rhodésie du Nord, changée en Zimbabwe, et l'Angola, colonie portugaise. Pourquoi ne pas en faire un État indépendant, francophone, fidèle à la France, et de ce fait disposer de

ses vastes richesses minières en cuivre et en uranium, un régime minier pro-occidental défiant l'ONU et ses Casques bleus⁴ ?

Le 21 février 1961, le Conseil de Sécurité de l'ONU décidait, sur la base d'une proposition du groupe afro-asiatique, d'envoyer des Casques bleus, en les autorisant à employer la force afin de « rétablir l'ordre au Congo », et demanda le retrait de tous les personnels militaires et politiques belges et d'autres nationalités ne relevant pas du commandement des Nations Unies. La résolution fut adoptée par 9 voix, sans opposition, mais deux abstentions : celles de l'Union soviétique et de la France.

Au départ, les dirigeants congolais accueillirent très mal la résolution. Les sécessionnistes craignaient qu'elle ne soit retournée contre eux. Kasa-Vubu dénonçait la « mise en tutelle » du gouvernement congolais. Les bons offices du Secrétaire général de l'ONU Dag Hammarskjöld aboutirent finalement : le 27 juillet, le Parlement congolais se réunit sous protection de l'ONU, mais en l'absence de représentant du Katanga. Tschombé s'inclina et accepta l'évacuation des militaires étrangers, mais sur les 500 seule la moitié fut expulsée. Les mercenaires français, anciens des guerres d'Indochine et d'Algérie, continuaient à encadrer la gendarmerie katangaise.

Il s'agissait d'ex-officiers d'élite de l'armée française, des « durs » capables de lancer leurs groupes mobiles contre un adversaire dix fois supérieur en nombre. Il s'avère que, loin d'être « perdus », cette poignée d'hommes s'est trouvée en mission commandée, sur ordre du gouvernement français, en particulier de la « cellule des Affaires africaines et malgaches » de l'Élysée dirigée par Jacques Foccart. Ils infligèrent à l'ONU et ses 16 000 hommes une défaite militaire retentissante, s'appuyant sur des méthodes de guérilla et de contre-guérilla éprouvées en Indochine et en Algérie, avant de battre en retraite sur ordre. Loin d'être une simple escapade de mercenaires, le projet visait à étendre le pré carré de la France, se tailler une part du gâteau de l'ex-Congo belge, contrer la pénétration soviétique et coiffer sur le poteau les Anglo-Saxons pour l'exploitation des ressources minières stratégiques, tout en présentant le Katanga comme un poste avancé de la lutte anticommuniste mondiale.

C'est alors que fut déclenché, le 13 septembre, un assaut des troupes des Nations Unies dont les objectifs n'apparaissent pas clairs. Ont-elles pris l'offensive pour expulser les mercenaires restés sur place, ou même pour arrêter Tschombé ? Ont-elles été attaquées par les Katangais ? L'Irlandais Connor Cruise O' Brien, représentant de l'ONUC au Katanga, aurait pris cette initiative, sans en avoir

4. Force de maintien de la paix des Nations Unies.

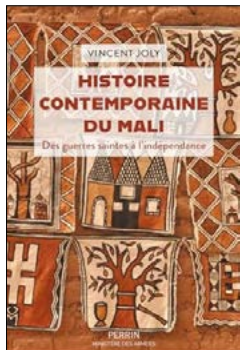
référé au Secrétaire général. Il y avait 9 000 Casques bleus, dont 3 500 Indiens, 1 000 Éthiopiens, 800 Suédois, et 800 Irlandais, sans aucune couverture aérienne, alors que la gendarmerie katangaise disposait de 11 000 hommes et d'un avion Fouga-Magister de fabrication française. Les troupes de l'ONU furent encerclées et bombardées, la garnison irlandaise fut faite prisonnière à Jadotville. Des Casques bleus furent tués. Ce fut une amère épreuve pour l'ONU et son Secrétaire général. Devant le refus de Londres autorisant l'emploi de la force au Katanga, il dut s'incliner et demander un cessez-le-feu à Tschombé. Une rencontre fut organisée, par l'intermédiaire du gouvernement britannique, dans la ville de N'Dola.

C'est dans la nuit du 17 au 18 septembre, vers minuit dix, au-dessus de la jungle à 15 km à l'ouest de N'dola, en Rhodésie du Nord (future Zambie), que disparut le quadrimoteur DC6 vif argent, indicatif SE – BDY, l'Albertina dans lequel avait pris place Dag Hammarskjöld. Il n'y eut aucun survivant. Accident ? Attentat ? La mort de ce courageux et imaginatif Secrétaire général provoqua dans le monde une vive émotion.

L'ONU se trouvait à la période la plus dramatique de son histoire. La situation au Congo était incertaine. Néanmoins, un cessez-le-feu entra en vigueur le 24 septembre, et les prisonniers furent échangés. Il fallait maintenant remplacer un Secrétaire général qui cumulait tous les pouvoirs, avait pris des initiatives valeureuses, mais à ce titre s'était attiré les foudres de Khrouchtchev. Le régime katangais s'effondra après dix-huit mois d'existence.

Le dernier bastion séparatiste, Kolwezi, tomba le 21 janvier 1963, après une ultime embuscade tendue par Bob Denard – symbole des « affreux », comme on appela les mercenaires – aux Gurkhas népalais. Moïse Tshombé ne demandera pas l'asile. Hospitalisé à Paris, il prendra le chemin de Madrid. Pour avoir trop misé sur Paris, il fut broyé par un adversaire redoutable, Joseph-Désiré Mobutu, qui put compter sur les généreuses prébendes de la CIA au nom de la lutte anticommuniste. Ce dernier régnera sans partage sur le Zaïre, qu'il pillera jusqu'en 1997. Les paras français sauteront sur Kolwezi en 1978. Depuis ce géant africain, « un pistolet planté sur la nuque de l'Afrique » n'a guère trouvé de paix.

Eugène BERG



Vincent JOLY

***Histoire contemporaine du Mali.
Des guerres saintes à l'indépendance***

Paris, Perrin, 2024, 446 p.

Dès son indépendance (22 septembre 1960) – contrairement au Sénégal et à la Côte d'Ivoire qui gardèrent des liens avec la France – le Mali, s'orientant alors vers un modèle de type « socialiste collectiviste », se tourna vers l'Union soviétique, ce qui donna lieu à l'établissement de coopérations en matière militaire, économique et culturelle. Il créa en outre sa propre monnaie, détachée du franc CFA. Pour Moscou, il s'agissait d'évincer la République populaire de Chine. Les forces armées maliennes [FAMA] furent équipées avec du matériel soviétique. En 1966, on estime qu'une cinquantaine de techniciens militaires soviétiques assuraient l'instruction sur les nouveaux équipements livrés et son entretien, et vingt-cinq techniciens militaires pour l'armée de l'Air. L'effondrement de l'Union soviétique mit un terme à cette coopération, laquelle ne s'était jamais démentie malgré les soubresauts de la vie politique malienne (coup d'État en 1968 ayant abouti au régime de Moussa Traoré). On maîtrise mieux la suite.

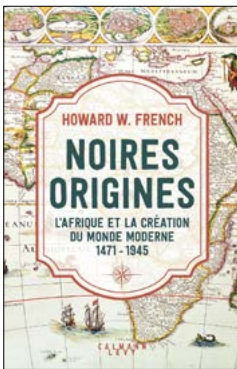
Pour comprendre les causes des instabilités, de la montée du djihadisme et des tensions ethniques qui ont secoué l'ancien Soudan français, il convient de remonter aux sources, bien avant la colonisation française qui n'aura duré somme toute « que » quatre-vingts ans. C'est précisément à quoi s'attache l'auteur, professeur émérite à l'université de Rennes 2, bon connaisseur de la période coloniale et principalement des guerres de cette période.

L'assujettissement du Mali à la France commence à partir de l'appropriation du pays dans les années 1880. Conquête longue – elle dure plus de vingt ans – et violente. La colonisation « invente » le Soudan, qui deviendra le Mali indépendant, encadré de frontières et découpé en circonscriptions administratives. L'édifice, fragile, expérimente de rudes révoltes au cours de la Première Guerre mondiale. L'entre-deux-guerres est marqué par le véritable lancement de l'exploitation économique du pays, ainsi que par l'émergence d'une élite indigène nouvelle, laquelle rompt avec les hiérarchies traditionnelles et cherche sa place dans la société coloniale. Ce sont ces hommes et ces femmes qui deviennent les acteurs de la vie politique et syndicale désormais autorisée après 1945. Certes, le mot indépendance n'est plus un tabou, mais il ne s'impose pas avant 1956. Pour les responsables qui

prennent progressivement en main les affaires du pays, l'horizon est alors celui de l'unité africaine. Après la fin de l'Afrique occidentale française (AOF), l'échec de la Fédération du Mali – qui rassemblait le Soudan, le Sénégal, la Haute-Volta et le Dahomey – en août 1960 les conduit à repenser le pays comme un État-nation, dans ses frontières héritées de la colonisation.

À l'autodétermination, il s'agissait de créer un imaginaire national, d'où le choix de conserver le nom de Mali qui se justifie par le prestige de l'empire ayant porté ce nom. Mais cela reléguait au second plan les États qui lui ont succédé. « *Le Mali est revenu dans son berceau* », écrivait Bakari Kamian, jeune enseignant d'histoire-géographie dans le journal de Bamako, *L'Essor*, le 22 septembre 1960, jour de l'indépendance. Ce faisant, c'est la culture manding qui s'impose, soutenue par le dynamisme de la langue bambara, largement parlée dans le pays. Or, Dogon, Touareg, Sénoufo ou Songhay ne se reconnaissant pas dans cette affiliation et restent attachés à leurs cultures. Ces tensions vont ressurgir dans les années 2010. De même l'islam, qui constitue l'élément unificateur du pays, a été loin d'être homogène. Il fut tirillé, entre un islam confrériste qui n'a pas su se renouveler et dont certains leaders se sont compromis avec le colonisateur, et un courant salafiste qui investit massivement dans l'éducation et se présente comme une alternative au modèle occidental. Ces efforts ont porté leurs fruits par la suite. Dès cette époque, la coexistence entre les différentes composantes de la population du Mali s'avéra difficile. Ce fut le cas d'une partie des Touaregs, qui manifestaient une volonté d'indépendance depuis le début des années 1950.

Eugène BERG



Howard W. FRENCH

Noires origines. L'Afrique et la création du monde moderne. 1471-1945

Paris, Calmann- Lévy, 2024, 550 p.

Au terme d'une longue réflexion et d'enquêtes sur le terrain, en Afrique, dans les Caraïbes et en Amérique, le journaliste et écrivain américain Howard W. French, qui a été correspondant du *Washington Post* et du *New York Times*, nous invite à nous débarrasser d'un certain nombre d'idées reçues sur la place de l'Afrique dans l'histoire mondiale et à prendre conscience du rôle essentiel qu'elle a joué dans la construction de l'Occident. Il montre au fil des pages que l'essor européen a reposé en grande partie sur ses relations avec le continent africain, avant même la colonisation.

C'est au début xiv^e siècle que les Africains, notamment de l'empire du Mali, se rendirent au Moyen-Orient. L'Europe découvrit alors l'existence d'une grande quantité d'or dans le Sahel. Ce phénomène lancera l'ère de l'exploration, des découvertes. En 1326, Mansa Moussa⁵, empereur du Mali effectua un pèlerinage à La Mecque en passant par Le Caire. Il transportait avec lui un cortège de plus de 10 000 hommes et femmes et près 17 ou 18 tonnes d'or ! Cela a éveillé la curiosité non seulement au Moyen-Orient, où le prix de l'or a chuté, mais aussi en Espagne et au Portugal. Les Portugais construisirent des navires afin de découvrir les mines d'où provenaient ces métaux. En rivalité avec l'Espagne, le Portugal prit les devants dans l'exploration de ce que les Européens désignaient Nouveau Monde. La dynastie Aviz au Portugal donna autorité au prince Henri, dit « le Navigateur », pour prendre en charge l'exploration de l'Afrique subsaharienne. Il monta les expéditions maritimes pour chercher l'or du Mali. En 1471, ils sont arrivés par hasard au pays appelé aujourd'hui le Ghana, où se trouvait une baie naturelle, et dont tous les habitants portaient des bijoux en or. Ils ont donc noué des relations de commerce pour avoir accès à l'or du Ghana, pour établir un commerce entre l'Europe et l'Afrique. Les quantités d'or étaient si importantes pour le Portugal – royaume pauvre – qu'ils ont renommé leur Trésor « maison de l'Afrique ». Après la découverte de l'or au Ghana, à peu près un tiers, voire jusqu'à la moitié des recettes de ce royaume venaient désormais du Ghana. Les Espagnols, voyant le succès des Portugais, ont à leur tour investi dans la création de navires et le financement de navigateurs comme Christophe Colomb pour « découvrir les Amériques ». Puis Henri le navigateur et ses hommes ont commencé à faire commerce d'esclaves sur les côtes de l'Afrique : dans la Mauritanie d'aujourd'hui, au Sénégal, en Guinée...

L'Europe, après la catastrophe de la peste du Moyen Âge, manquait cruellement d'hommes. En fournissant de la main d'œuvre africaine dans les marchés européens, ils ont pu financer leur effort de découverte de la source de l'or en Afrique de l'Ouest. Au xv^e siècle, 10 à 15 % de la population de Lisbonne était africaine. Par la suite, les autres pays européens, Provinces-unies, Grande-Bretagne, France, se sont rués sur ce commerce de l'or. Ils ont découvert à leur tour qu'on pouvait gagner beaucoup d'argent en se livrant à la traite des esclaves. Par accident, les Portugais ont découvert le Brésil en cherchant à mettre au point des méthodes de navigation plus efficaces, plus rapides, pour descendre vers le sud de l'Afrique et

5. « En 1324, le fastueux pèlerinage à la Mecque de Mansa Moussa » (38 min. 59), sur RFI (émission « Afrique, Mémoires d'un continent »), 30 août 2024, lien : <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/afrique-m%C3%A9moires-d-un-continent/20240830-en-1324-le-fastueux-p%C3%A8lerinage-%C3%A0-la-mecque-de-mansa-moussa> (consulté le 4 novembre 2024).

finalement entrer dans l’océan Indien... Ils ont commencé à transférer les esclaves au Brésil, dont 5 à 40 % mourraient en voyage, et où s’est établie la première grande industrie de la canne à sucre, dont la valeur était supérieure à tout autre produit. Les premières expérimentations ont effectivement été réalisées dans l’île de Sao Tomé, qui n’avait pas d’habitants et avait un climat parfait pour la culture de la canne à sucre. Toute une industrie y est née.

De cette industrie est née une forme d’exploitation humaine qui n’avait jamais existé auparavant, qu’on appelle en anglais *chattel slavery* – une forme d’esclavage où les esclaves sont identifiés à la couleur de leur peau. Cette pratique est pérennisée à travers les générations : non seulement vous êtes esclave, mais vos enfants aussi. Les formes de travail mises en place dans ces plantations sucrières sont extrêmement brutales pour les esclaves... l’espérance de vie d’un esclave était d’à peu près cinq ans. Aussi, au milieu du XIX^e siècle, la population de l’Afrique était tombée à 100 millions d’habitants. Après la production du sucre, c’est celle du coton qui a été développée par le commerce des esclaves. Howard French décrit cette mécanique qui convertit des vies prises en Afrique, en richesses consommées en Europe. Une thèse qui avait été défendue par Eric Williams, qui sera président de Trinité et Tobago, dans sa thèse de 1938 « Capitalisme et esclavage »⁶.

De ce fait l’Afrique a joué un rôle essentiel dans la construction du monde atlantique... Ce travail, extrait des Africains sur les plantations, sous cette forme d’esclavage, a réellement été la base de l’essor européen et de la création de l’Occident, une sorte de condominium entre l’Europe de l’Ouest et les continents qui existent de l’autre côté de l’Atlantique. Les Africains, les chefs des sociétés africaines, les petits rois et même les empereurs des grands États de l’Afrique de l’Ouest et de l’Afrique centrale, n’avaient aucune idée des activités qui existaient de l’autre côté de l’Atlantique, où les Africains extraits du continent étaient mis au service des Européens. Ils n’avaient aucune image du monde des plantations. L’esclavage a existé depuis toujours chez les Africains, entre les Africains, mais ce n’est pas ce genre d’esclavage, où de génération en génération les gens sont toujours soumis à l’esclavage. Les Africains mariaient leurs esclaves... Sous les institutions de l’esclavage africain comme elles existaient, le but, la plupart du temps, était d’assimiler les esclaves, les vaincus, dans la société des vainqueurs. C’est tout à fait différent de l’esclavage pratiqué par l’Europe sur les Africains, cet esclavage que Howard French appelle *chattel slavery*. Les Africains sont aussi responsables de ce commerce d’esclaves, mais

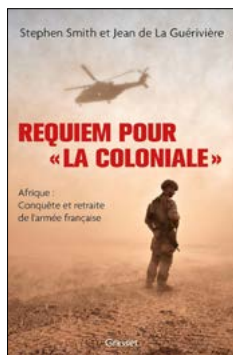
6. Williams Eric, *Capitalisme et esclavage*, Paris, éd. Présence Africaine, 2020 (thèse originale : 1938), 488 p.

ils n'avaient pas une information très complète sur ce qui se tramait. Il y avait un déséquilibre total entre les Européens et les Africains sur ce qu'est l'esclavage.

Ce qui sous-tend tout cet ouvrage profond et original, c'est la conviction qu'au moment où l'Afrique prend une place différente dans le monde contemporain, il est important qu'on sache le rôle qu'elle a joué dans l'émergence de la modernité, de la révolution industrielle et de la suprématie européenne, qui désormais touche à sa fin. Il est important de remettre l'Afrique à sa propre place dans l'histoire de l'humanité.

La question de l'esclavage est loin d'être une préoccupation uniquement d'historiens. Sa mémoire vient s'inviter au dernier sommet du *Commonwealth*, qui s'est ouvert le 24 octobre aux Samoa. Si le Premier Ministre britannique Keir Starmer a écarté toute idée d'indemnisation, tel n'est pas, comme le rapportait *Le Monde* le 24 octobre, l'avis de l'ex-juge à la Cour Internationale de Justice Patrick Robinson, qui déclarait au *Guardian*, en 2023 : « *Le Royaume-Uni ne pourra pas résister à ce mouvement vers le paiement des réparations, l'histoire et le droit l'exigent.* » Ce juge a supervisé le rapport du *Brattle Group*, l'un des plus complets portant sur les réparations du commerce transatlantique d'esclaves. Publié en 2023, il évalue les réparations dues par le Royaume-Uni, pays esclavagiste jusqu'au XIX^e siècle (comme l'a abondamment montré Howard French), à 14 pays et 18 000 milliards de livres, censées compenser la richesse que l'Empire a accumulé au cours des siècles, aux dépens de centaines de milliers d'êtres humains. Ces revendications ont conduit plusieurs pays caribéens à se débarrasser de l'héritage colonial et devenir des républiques. La Barbade a commencé ce changement institutionnel en 2021, cinquante-cinq ans après son indépendance. Le mouvement républicain a également le vent en poupe en Jamaïque.

Eugène BERG



Stephen Smith, Jean de La Guérvivière,

Requiem pour « la Coloniale ».

Afrique : Conquête et retraite de l'armée française,

Paris, Grasset, 2024, 160 p.

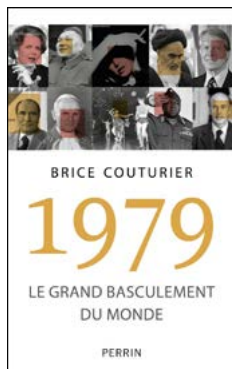
Deux spécialistes de l'Afrique, peu complaisants de la « Françafrique », dressent un tableau vif et captivant de la « Coloniale ». Cette force, qui a été à l'avant-garde de la colonisation française en Afrique, devenue en 1958, à l'aube de la décolonisation, les Troupes de marine, n'aligne que des effectifs limités, 19 026 « personnels », soit moins

de 15 % de l'ensemble de l'armée française. Mais du fait de son prestige et de son intense implication sur les théâtres extérieurs, ses commandants ont fourni la quasi-totalité des chefs d'état-major et des majors généraux de l'armée de terre depuis 2010, soit sept sur neuf. Le revers de la médaille est que du fait des actions auxquelles elles étaient investies, les quatre cinquièmes des blindés de l'armée de Terre appartiendront encore en 2030 à la catégorie inférieure à 24 tonnes. La France ne disposera à cette date que de 200 blindés chenillés de plus de 32 tonnes, le Leclerc.

Douloureuse fut la « fermeture du théâtre », après le glas de l'opération Barkhane au Mali, en 2022, puis la mise à la porte des forces spéciales stationnées au Burkina Faso, suivie du départ des derniers hommes du contingent français au Niger en décembre 2023, qui reçurent l'ordre de « s'exfiltrer » en faisant profil bas dans un pays où leur ambassade a été refermée. En janvier 2024, Emmanuel Macron annonçait dans ses vœux à l'armée à Cherbourg la transformation des bases sahariennes en « académies militaires » à faire fonctionner « en cogestion » avec les armées locales. Avec son « piteux retrait » du Sahel, l'armée française a raté sa sortie de l'Afrique. L'ironie est qu'elle y a été remplacée par Wagner, puis l'*Africa Corps*, qui ressemblent à s'y méprendre aux « compagnies à charte » des débuts de la décolonisation. En échange d'une licence pour exploiter les richesses des terres qui leur furent concédées, ces partenariats publics-privés se chargèrent de « pacifier » les parties de l'Afrique où elles hissèrent les couleurs de leur État mandataire.

Les deux auteurs se livrent à une histoire de cette Coloniale, armée de la « plus grande France » (1854-1945), qui fit face aux défis de l'indépendance (1945-1960), avant de devenir le « gendarme de l'Afrique » durant la guerre froide (1960-1991). La dernière période qui s'est déroulée sous nos yeux fut celle de l'arrière-garde de la Françafrique (1991-2023), entachée par la tragédie du Rwanda en 1994, qui marqua la faillite de la Coloniale. Pourtant, durant la trentaine d'années au cours desquelles il a opéré en Afrique, le « gendarme » français a provoqué beaucoup moins de victimes du fait d'une « *violence collective organisée* » qu'en Afrique anglophone. Notons la liste impressionnante des interventions françaises en Afrique, du Cameroun (1959-1963) à l'opération Sagittaire au Soudan, en avril 2023, action d'évacuation des ressortissants français qui occupe seize pages de ce livre petit-format.

Eugène BERG



Brice Couturier,
1979 : le grand basculement du monde
 Paris, Perrin, 2024, 395 p.

Au moment où paraissait *La Condition postmoderne. Rapport sur le savoir* (1979) de Jean-François Lyotard⁷, qui a popularisé le paradigme esthétique de postmodernisme, le monde savait-il qu'il semait bien des éléments qui, de proche en proche, allaient se répandre, s'amplifier, et feront basculer le monde dans une époque nouvelle. Cette année 1979, comme le montre Brice Couturier, « *est comme la mise en bouche des fameuses années 1980, qui allaient se révéler aussi excitantes qu'exaspérantes* ». Ce fut en effet le moment où se serait produite une double contre-révolution conservatrice (néolibérale en Occident, et islamiste dans certains États du Sud). Il est exact qu'un certain égalitarisme bat alors en retraite, alors qu'il représentait le courant dominant dans les pays occidentaux durant les années d'après-guerre.

L'ère de l'individu, que ce soit en littérature, au cinéma ou en musique – une des voix les plus originales de *France Culture*, qu'est l'auteur, leur consacre de fort belles pages – succède à celle des masses, alors que parallèlement s'enraye le phénomène de « moyennisation », qui semblait vouer toutes les strates de nos sociétés à l'incorporation dans une vaste classe moyenne. Et c'est bien l'éclatement de cette société moyenne, sa prolétarianisation progressive, qui constituera deux décennies plus tard le terreau des divers populismes. Pour le moment, l'ère des individualités « *succède à celle des idéologies* ». C'est vrai, 1979, présente à l'analyse une accumulation de surprises historiques.

Jusque-là, l'ordre mondial était encore largement façonné par la guerre froide et la logique bipolaire, même si celle-ci s'était relâchée du fait des dissidences chinoise et roumaine et de la politique d'indépendance menée par la France, qui s'est bien amoindrie avec le temps. Aucune contestation d'envergure, ni les Non-alignés, ni l'action de l'OPEP, ni la Chine, n'avaient pu faire plus qu'entamer la prépondérance de ce duopole. Mais en 1979, une série d'événements de fond vont intervenir, dont l'addition finira par dessiner les contours d'un nouvel ordre mondial, l'intervention de l'Armée rouge à Kaboul à la Noël 1979 ayant été « *la dernière paille qui*

7. Lyotard Jean-François, *La condition postmoderne : Rapport sur le savoir*, Paris, Les éd. de Minuit, 1979, 108 p.

brisa le dos du chameau » ! Ce n'est nullement un hasard si, comme bien d'autres, Amin Maalouf qualifia, quarante ans après, cette année de « *grand retournement* »⁸. Chacun d'entre nous est conscient qu'il vit à une autre époque – qui vient du grec *epokkhé* (« arrêt ») et du verbe *epochein* (« tenir, retenir, attendre, suspendre son jugement, son discours »). Ce n'est que bien après coup que l'on se rend compte avoir changé d'époque. Déjà, à l'occasion de la bataille de Valmy, à laquelle il avait suivi le duc de Saxe-Weimar, le 20 septembre 1792, Goethe avait proclamé : « *Ici et en ce jour commence une nouvelle époque de l'histoire du monde ; et vous pourrez dire que vous y étiez.* » Ce récit de l'auteur de *Faust* a la qualité d'un témoignage vécu, mais la valeur prophétique du beau trait final doit être appréciée avec modération, dans la mesure où il a été publié très postérieurement dans *La campagne de France*, en 1822⁹.

En arrivant au 10 *Downing Street* à la suite des élections du 4 mai 1979, largement remportées par les Conservateurs – 339 sièges, contre 269 aux Travailleurs –, Margaret Thatcher, la première femme portée au pouvoir¹⁰ en Grande-Bretagne, lancera des politiques néo-libérales qui seront, peu ou prou, adoptées par la quasi-totalité de la communauté internationale et qui jetteront les bases de la « globalisation » des années 1990, terme qui avait été déclenché en 1983 par Theodore Levitt¹¹. Ils constitueront le paradigme dominant des politiques économiques et de développement, que l'on appellera « consensus de Washington », inventé par l'économiste John Williamson de l'Institut Peterson d'Économie internationale, et formé de dix critères qu'il résuma par la trilogie : « *une économie de marché, une discipline macro-économique et une ouverture sur l'extérieur* ». Ce consensus de Washington, qui forma la doxa économique des pays industrialisés libéraux pendant deux décennies, en vint vite à être assimilé à une hostilité à toute intervention de l'État dans l'économie, ce qu'il n'était pas strictement à l'origine.

Au-delà de son contenu économique – critique de l'État providence, devenu obèse – et son apologie de la liberté d'entreprendre et des règles du marché, et du monétarisme – prôné par l'école de Chicago, de l'économiste monétariste de Milton

8. Maalouf Amin, *Le Naufrage des civilisations*, Paris, Grasset, 2019, 336 p.

9. Boudet Jacques, *Les mots de l'histoire* : dictionnaire historique universel des mots des mœurs et des mentalités, Paris, Robert Laffont, 1990, p. 387 (1374 p.). Voir également : Goethe Johann Wolfgang Von, *Campagne de France (éd. 1891)*, Paris, Hachette Livre BNF, 2016, 237 p.

10. Elle sera gratifiée non seulement du surnom « Dame de fer », mais aussi de « Duracell Woman » en référence à une marque de piles réputées pour leur longévité.

11. Levitt Theodore, "The Globalization of Markets", dans *Harvard Business Review*, Mai 1983, lien : <https://hbr.org/1983/05/the-globalization-of-markets> (consulté le 12 novembre 2024).

Friedman –, la « dame de fer » se faisait l'avocate du libéralisme politique, qui avait fait l'objet des flèches acérées de la « pensée 1968 », et lui redonnait de nouvelles lettres de noblesse. Un libéralisme qui exaltait l'autonomie de l'individu, ses forces créatrices, et même son côté émancipateur par rapport aux tyrannies – un discours qui sera repris en Europe de l'Est par les diverses dissidences. Un libéralisme qui remettait en cause le keynésianisme, qui plus encore qu'une doctrine économique faisait figure de véritable philosophie politique. Foin de la recherche de l'égalitarisme social, de la recherche du plein emploi. C'est aux seules forces du marché que l'on s'en remettait. Mais ce capitalisme anglo-saxon ne faisait pas l'unanimité : en France, avec l'arrivée de la gauche au pouvoir en mai 1981, l'heure était aux nationalisations. En RFA, la doxa était celle de l'économie sociale de marché, la *Soziale marktwirtschaft*, qui reposait sur le dialogue social, la cogestion (*Mitbestimmung*), la formation professionnelle en alternance (*Dual system*).

Diverses opinions ont été émises sur la connaissance qu'avait François Mitterrand des questions internationales lors de son accession à la présidence, après sa victoire du 10 mai 1981. On a pu écrire qu'il avait peu voyagé et ne parlait pas anglais, ce qui n'est que partiellement vrai. Durant la IV^e République, le nouveau président avait rencontré pas mal de responsables, notamment africains. *Leader* du PS, il avait entretenu des relations régulières avec nombre de ses pairs, dirigeants sociaux-démocrates et chefs de gouvernement. Mais il est l'homme de réseaux multiples, dont il est le seul nœud, le seul point central. Au Quai d'Orsay, il a placé Claude Cheysson, qui avait été commissaire à Bruxelles chargé des questions liées au développement.

Ce courant libéral, qui avait été sur la défensive en Europe des années 1920 aux années 1980 par la vogue du socialisme, du planisme, de l'étatisme, qui seules étaient alors parées de toutes les vertus morales et des gages d'efficacité, devait, sous des variantes modernes, devenir le paradigme dominant pendant une trentaine d'années. À l'Élysée, il s'est entouré d'une large équipe de conseillers (Pierre Bérégovoy, Jacques Attali, Hubert Védrine, Louis de Grossouvre, Régis Debray).

C'est d'ailleurs à cette époque que les réformes économiques de Deng Xiaoping commenceront à prendre forme, résumées par le slogan « *Qu'importe qu'un chat soit blanc ou noir, pourvu qu'il attrape des souris* ». Avant même la mort du Grand Timonier, Deng s'était rendu en France, pays où il avait été étudiant ouvrier dans les années 1920. Il y arriva le 12 mai 1975, et y resta six jours, visitant bien des réalisations industrielles de pointe dont, à Marcoule, la pile Phénix. Aucun contrat ne fut signé, mais cela donna suite à la coopération franco-chinoise dans le secteur

nucléaire, qui se traduira par la construction de la centrale nucléaire de *Daya Bay* (Chine) par Framatome.

Simple coïncidence chronologique ou *Zeitgeist* ? Toujours est-il que c'est à ce moment qu'on s'engagea s'agissant du Tiers monde sur le chemin de la désillusion. En 1978, Jacques Julliard lançait, dans les colonnes du *Nouvel Observateur*, une polémique sous le titre « Le tiers monde et la gauche », dénonçant des régimes soit corrompus, injustes, policiers et souvent sanglants, soit chaotiques, tyranniques et non moins sanguinaires. Sa conclusion : « *Le droit des peuples est devenu le principal instrument d'étranglement des droits de l'homme.* »¹² L'année suivante, l'hebdomadaire reprenait le débat sous forme de livre¹³, rassemblant cinq contributions hostiles au « tiers-mondisme », cinq autres en prenant la défense, et cinq jouant les médiateurs. Jacques Julliard y présentait le « tiers-mondisme » comme « *ersatz d'une eschatologie socialiste aujourd'hui ruinée* »¹⁴.

Début septembre 1979, lors du VI^e Sommet des Non-alignés à La Havane, Fidel Castro prend les rênes d'un mouvement secoué par des tendances contradictoires. Ce fut l'occasion d'une épique joute verbale avec Tito, qui défendit la ligne non-alignée traditionnelle par rapport à celle, prépondérante, d'alliance avec l'URSS. Quelques mois plus tard, en mai 1980, le chef de l'État yougoslave s'éteignait, et avec lui disparaissait le dernier pilier du non-alignement authentique et le dernier ciment de l'unité yougoslave. On entrait bien dans une nouvelle ère où les lignes de division, les intérêts, les directions, se firent moins claires, et moins stables. En septembre 1979, lors du 30^e anniversaire de la République Populaire de Chine, Ye Jianying, dénonce les erreurs du maoïsme. Ce fut une sorte de mini XXII^e Congrès à la chinoise¹⁵. Mais surtout, les propos de Deng Xiaoping sonnent lourdement aux oreilles soviétiques. Son appel à la formation d'une coalition entre les États-Unis, le Japon et la Chine, qui a fait pourtant l'objet d'une mise au point de la part États-Unis, ne pouvait que renforcer le sentiment russe de vivre comme dans une « *forteresse assiégée* » et qu'il ne lui restait plus qu'à redoubler d'efforts pour se défendre.

12. Julliard Jacques, « Le Tiers-monde et la gauche », dans *Le Nouvel Observateur*, 5 juin 1978.

13. Le Nouvel Observateur (dir.), *Le tiers Monde et la gauche*, Paris, Seuil, Mai 1979, 192 p.

14. Wallerstein Immanuel, « De Bandung à Seattle, "c'était quoi, le tiers-monde ?" », dans *Le Monde Diplomatique*, N° 557, Août 2000, pp. 18-19, lien : <https://theorie.monde-diplomatique.fr/2000/08/WALLERSTEIN/1946> (consulté le 12 novembre 2024).

15. Berg Eugène, *La politique internationale depuis 1955*, Paris, Economica, p. 863.

Pourtant, grand signe d'espoir, l'une des dernières zones de tensions postcoloniales, l'Afrique australe, connaîtra des percées au Zimbabwe et en Namibie qui permettront de fermer, quasi-définitivement, la longue page de l'ère coloniale, alors que l'incursion militaire chinoise au Vietnam, destinée à administrer une leçon à ce dernier (17 février-5 mars 1979) tournera court, non sans avoir soulevé la stupeur : comment une guerre ouverte avait pu se produire entre deux pays socialistes, deux frères d'armes de longue date ?! En fait, en lançant son armée contre le Vietnam, le rusé Deng voulait la froter avec les réalités du combat et punir les unités les plus récalcitrantes en les envoyant au sacrifice. Enfin, la signature du Traité de paix de Washington (26 mars 1979), entre Israël et l'Égypte, si elle n'a pas apporté une solution « juste et durable » au conflit israélo-arabe, espoir toujours aussi lointain et qui s'éloignait dès qu'on s'en approchait, en a modifié durablement les rapports de force. Israël n'aura plus à redouter la reconstitution d'un front arabe uni. Anouar el-Sadate paiera ce courage de sa vie, en étant assassiné le 6 octobre 1981.

Mais c'est l'intervention soviétique en Afghanistan, qui clôtura cette année 1979, qui s'avéra l'événement le plus marquant. L'intervention s'opéra finalement par vagues. Le jour de Noël – les Soviétiques sachant que l'esprit des Occidentaux était ailleurs –, un régiment (1 500 hommes) est aéroporté sur Kaboul ; jusqu'au 27 décembre, 5 000 autres seront acheminés. La nuit du 27, une explosion au centre des télécommunications coupa toutes les liaisons téléphoniques et signala, apparemment, le début de l'opération soviétique. Une résistance momentanée de l'armée afghane, fidèle à Hafizullah Amin, fut vite étouffée. Les forces soviétiques s'emparèrent des points vitaux de la capitale, d'autres pénétrèrent en trois points se dirigeant vers Kaboul, la frontière avec le Pakistan et Hérat, près de l'Iran. Le 28, *Radio Kaboul* transmet un message de Babrak Karmal, leader du *Parcham*, un message certainement préenregistré car Karmal ne fut pas aperçu à Kaboul avant la nuit du 1^{er} janvier 1980, lorsqu'il s'adressa à la nation à la télévision. L'intervention soviétique s'était déroulée avec une précision d'horlogerie : elle mit à nouveau en valeur les possibilités soviétiques en matière d'opérations aéroportées.

À Washington, deux lignes de conduite s'opposèrent. Cyrus Vance prônait la modération, estimant que toute aide apportée aux rebelles musulmans pousserait encore davantage le pouvoir afghan dans les bras des Soviétiques, alors que Zbigniew Brzezinski était en faveur d'une aide directe. Jusqu'à ce moment, Washington s'en tint à une position d'attente, mais la CIA encouragera le leader pakistanais Muhammad Zia-ul-Haq à aider et former les terroristes, bien que Jimmy Carter ait coupé les liens commerciaux avec un pays qui ne respectait pas les droits de l'homme,

tolérait le trafic de drogue, et s'efforçait de développer l'arme nucléaire. Peu à peu, la rébellion se transforma en guerre civile totale. Elle bénéficia d'une aide américaine à la suite de l'*Executive Order* de Jimmy Carter, du 4 juillet, Washington n'ayant pas caché, après la poussée soviétique en Éthiopie et au Yémen, sa volonté de transformer l'Afghanistan en un « Vietnam » pour l'URSS¹⁶. Ce rôle des Américains dans la décision d'intervenir en Afghanistan – terme peut-être préférable à « envahir », compte tenu du contexte et des objectifs, somme toute limités, au moins au départ, des Soviétiques – a donné lieu à d'âpres controverses. Le titre de l'interview de Brzezinski au *Nouvel Observateur* porte en effet le titre « Oui, la CIA est entrée en Afghanistan avant les Russes... », laissant entendre qu'il s'agissait d'une citation de Brzezinski ; or telle n'est pas l'exacte vérité, « *car cela impliquerait que les États-Unis ont sciemment voulu attirer l'URSS en Afghanistan en s'y impliquant directement* » ; Zbigniew Brzezinski, explique son biographe Justin Vaïsse, n'a pas cherché à attirer les Soviétiques dans un piège, avec l'idée sous-jacente que l'Afghanistan creuserait la tombe de l'URSS, mais il a simplement voulu créer des difficultés, accentuer le dilemme auquel ils devaient faire face¹⁷.

« On ne les a pas vraiment attirés dans un piège, explique-t-il, mais on savait ce qu'ils faisaient et ils savaient ce que nous faisons. Et ce que nous savions c'est qu'ils injectaient les forces militaires en Afghanistan dès l'été et nous savions aussi que les moudjahidines résistaient. Alors nous leur avons envoyé de l'argent environ six mois avant l'invasion. Quand on a commencé à leur donner de l'argent, j'ai dit à Carter que je pensais que les Soviétiques interviendraient et qu'ils utiliseraient probablement cela en partie comme excuse, mais qu'ils interviendraient de toute façon parce qu'ils voulaient changer le régime de Taraki puis d'Amin. Donc on ne les a pas attirés, mais nous étions bien conscients de ce que nous faisons, à savoir les forcer à des accrochages préliminaires avant même leur décision d'intervention ouverte. »

Il n'est guère crédible que Brzezinski ait pu s'attribuer le mérite de la chute de l'URSS, car dans un mémorandum du 26 décembre il avait émis des doutes sur la possibilité que l'Afghanistan devienne le Vietnam des Soviétiques. Les moudjahidines, contrairement au Viêt-Cong, étaient mal organisés et désunis. Les aides extérieures dont ils bénéficiaient étaient loin d'atteindre le niveau de celle prodiguée par l'URSS et la Chine au Vietnam du Nord, pendant des décennies. Mais surtout,

16. Voir l'interview de Zbigniew Brzezinski au *Nouvel Observateur* : « Oui, la CIA est entrée en Afghanistan avant les Russes... (Les révélations d'un ancien conseiller de Carter) », propos recueillis par Vincent Jauvert, pour *Le Nouvel Observateur*, 15-21 Janvier 1998, p. 76, lien : https://thenation.s3.amazonaws.com/pdf/la_nouvel_observateur_brzezinski.pdf (consulté le 12 novembre 2024).

17. Vaïsse Justin, *Zbigniew Brzezinski. Stratège de l'Empire*, Paris, Odile Jacob, 2015, p. 268 (450 p.).

Brzezinski présentait peut-être les dangers d'une insurrection massive qui aurait déstabilisé la région et ne serait pas dans l'intérêt des États-Unis, et qu'il vaudrait mieux soutenir une « *insurrection de basse intensité* », qui permet de maintenir la mobilisation des États islamiques contre les Soviétiques¹⁸. Le pouvoir à Kaboul repoussa les conseils soviétiques visant à élargir la base politique du gouvernement, y compris aux islamistes les plus modérés. Dès l'été 1979, deux bataillons furent envoyés à la base aérienne de Bagram, près de Kaboul, et dans l'enceinte de l'ambassade soviétique. À cette époque, Moscou avait prévenu Washington qu'elle allait intervenir ou soutenir un coup d'État intérieur et, n'ayant enregistré aucune réaction négative, pensa que les États-Unis admettaient que l'Afghanistan faisait partie de la zone d'influence soviétique, ce qui était bien évidemment une erreur, la CIA ayant déjà apporté son aide, au demeurant modeste, à la rébellion (postes de radio, matériel de propagande, deniers...).

Après d'intenses débats au sein du *Politburo* où les opposants à une intervention armée, Alexei Kossyguine, Andreï Gromyko, ainsi que le chef d'état-major, le maréchal Nikolai Ogarkov qui savait qu'une intervention militaire dans le « cimetière des empires » ne représenterait guère une promenade, ne baissaient pas la garde. La décision d'intervenir massivement fut prise entre la fin octobre, lorsque l'état-major commença les préparatifs, et la mi-novembre quand il obtint le feu vert de la direction soviétique. Le KGB soupçonnait un retournement d'alliance de la part d'Hafizullah Amin qui aurait aligné l'Afghanistan sur les États-Unis (on redoutait à Moscou un second coup à la Sadate), leur permettant de placer des centres de contrôle et de renseignement sur les frontières les plus sensibles. Les stratèges soviétiques allèrent même jusqu'à envisager le déploiement de missiles à courte portée américains pointés sur le Caucase et l'Asie centrale, éventualité qui eut raison des dernières réticences de Leonid Brejnev. La décision de l'OTAN de développer en Europe de nouveaux missiles à moyenne portée et le peu d'appétence du Sénat à ratifier les accords SALT II renforça la conviction de Moscou.

À cette époque, Paul Henry Nitze, qui forgea peu après le concept de *soft power*, résuma les six points de la stratégie soviétique dont on voit que bon nombre restent actuels au regard de la guerre en Ukraine. Obtenir tout d'abord le découplage entre les États-Unis et l'Europe, et favoriser à terme le retrait des premiers du théâtre européen, ou *a minima* l'engagement qu'ils n'y placeraient pas de missiles menaçant directement le territoire russe ; accroître son influence dans le Golfe arabo-persique, ce qui est désormais acquis ; encercler et neutraliser la Chine, ce qui

18. *Ibidem.*, p. 269.

s'est mué actuellement en une « *amitié sans limites* »¹⁹ ; troubler les Caraïbes pour gêner les États-Unis, ce qui reste actuel au travers de Cuba, du Nicaragua et du Venezuela chaviste ; augmenter ses forces nucléaires, pour préserver le glacis, ce qui s'est traduit après l'arrivée de Vladimir Poutine au Kremlin par la volonté de forger un outil militaire crédible ; sauvegarder l'image d'une Russie non isolée, ce que l'on voit aujourd'hui lors des réunions des BRICS, des rencontres et sommets Russie-Afrique et de divers contacts entre capitales amies ; utiliser toutes les armes d'influence, cyber, propagande, espionnage et terrorisme.

Déjà à l'époque de la controverse sur les euromissiles, le débat redevenu en vogue entre dissuasion défensive et dissuasion offensive était lancé. Et la quatrième de couverture d'un des *best-sellers* de l'année 1979, *The Third World War : August 1985*²⁰, offrait une idée inquiétante de l'ère du temps. Rien de nouveau sous le soleil ?

Eugène BERG